

Voilà une éclatante victoire pour l'intégration des sociétés, et l'on aurait certainement beaucoup à gagner en s'interrogeant sur l'applicabilité de l'expérience ouest-européenne dans d'autres régions du monde et à l'ensemble de la planète.

Dans ce vaste monde, il faut assurément reconnaître que l'épanouissement économique représente un aspect clef; il y a lieu de souligner que, même si la sécurité, au sens traditionnel du terme, constitue la préoccupation primordiale, les résultats des pourparlers du GATT à Genève pourraient bien devenir un des facteurs les plus déterminants de la mesure où l'ordre mondial progressera au cours de la prochaine décennie. Le débat sur les subventions à l'agriculture (le type le plus terre à terre de problèmes politiques, économiques et sociaux) révélera si les pays industrialisés se plieront à certains principes économiques fondamentaux et logiques, ou s'ils continueront de recourir au pouvoir gouvernemental d'une manière protectionniste pour essayer de favoriser d'étroits intérêts nationaux ou régionaux. Si les chefs politiques ne réussissent pas à conserver les bases d'un régime ouvert d'échanges commerciaux entre l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et le Japon, ils auront automatiquement échoué aussi dans la tâche leur incombant d'ouvrir ce régime à tous les autres pays du monde, qui ne demandent rien de plus qu'une chance équitable d'entrer dans le jeu de la concurrence. Et la question des subventions à l'agriculture est cruciale pour les pays en développement. Si les pays occidentaux, qui façonnent le système, ne peuvent même pas offrir un minimum d'équité commerciale (en vertu de leurs propres règles) dans les secteurs critiques pour les pays du tiers-monde, comment s'attendre alors à ce que ces derniers ne se sentent pas exclus des institutions modelant le système ? Force leur sera de conclure que les règles leur sont défavorables, qu'en fait, ce ne sont pas les leurs, et que, si tel est l'ordre envisagé, ils n'en ont que faire.